

privé qui devra assumer une plus grande part des frais de développement. Dans le cadre d'une politique qui vise à accroître la densité d'installations téléphoniques de son taux actuel de 0,5 par 100 personnes à 0,9 d'ici 1989, le gouvernement accorde également une attention prioritaire au domaine des télécommunications.

On avait initialement estimé qu'à la fin de *Repelita IV*, le budget national atteindrait 151 milliards de dollars (US), avec des recettes prévues de l'ordre de 121,6 milliards de dollars (US) et le reste provenant d'aide multilatérale et bilatérale. Cependant, suite à la baisse des recettes provenant de la vente de pétrole (traditionnellement, le pétrole totalisait quelque 60 % des recettes en devises étrangères de l'Indonésie), le budget a été ramené de 20,4 milliards en 1985-1986 à 19 milliards de dollars (US) pour les années 1986-1987, une tendance qui devrait se poursuivre jusqu'à ce que le prix du pétrole se soit stabilisé. Selon le montant des dépenses affectées à leur développement (exprimé en pourcentage), les secteurs prioritaires sont les suivants:

Agriculture et irrigation	14,3
Transport et tourisme	12,9
Éducation	12,3
Industrie et mines	12,1
Services publics généraux (y compris la défense)	10,5
Énergie électrique	10,0
Développement régional	8,5
Main-d'œuvre et transmigration	6,1
Infrastructure	5,2
Santé	3,8

Les projets de développement prévus dans le *Repelita IV* devraient offrir des débouchés intéressants aux entreprises canadiennes désireuses d'exporter et d'investir en Indonésie. Pour plus ample information à ce sujet, les compagnies canadiennes intéressées devraient communiquer avec la Division commerciale de l'ambassade du Canada à Jakarta.